

(N° 236.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

Projet de loi sur la rémunération en faveur des familles des miliciens (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur la rémunération des volontaires de carrière et des rengagés et le projet relatif à la rémunération des familles des miliciens ont de multiples points communs. Aussi les Sections centrales chargées de les examiner ont-elles cru devoir délibérer ensemble.

L'un et l'autre projet ne paraissent pas avoir beaucoup arrêté l'attention des sections puisqu'aucune n'a formulé des critiques notables. Et cependant, ils ont provoqué quelques scrupules chez les membres de la Section centrale. Les renseignements fournis par les Départements compétents les ont fait disparaître.

C'est à l'unanimité que la Section centrale demande à la Chambre de voter les deux projets avec les amendements qui en modifient et en complètent quelques détails.

Ils visent l'un et l'autre à régulariser une situation créée par la guerre et que l'encombrement du travail parlementaire n'a pas permis de régler plus tôt. Il est bon de rappeler qu'ils ne font que reproduire des projets identiques déposés le 25 juin 1919 et rapportés par M. Buyl le 10 octobre 1919, mais devenus caducs, faute d'avoir été votés avant la dissolution du 22 octobre 1919.

En réalité, sans qu'il y ait faute du Gouvernement ou de la Chambre,

(1) Projet de loi, n° 45.

(2) La section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Pirmez, Brifaut, du Bus de Warnaffe, Hocn, Ernest et Carlier.

celle-ci se trouve aujourd'hui devant le fait acquis au lieu d'avoir à régler l'avenir comme c'était le cas lors des premiers projets de 1919.

Il n'y a, du reste, à cela aucun dommage ni aucune irrégularité. Le Gouvernement, en agissant comme il l'a fait, n'a contrevenu à aucune loi ni engagé aucun crédit qui n'ait été voté en son temps par la Chambre. Si l'exposé des motifs ne le montre pas clairement, c'est qu'on a eu le tort de reproduire simplement le 13 janvier 1920, alors qu'il s'agit du passé, ceux qui avaient servi le 23 juin 1919 pour justifier l'avenir.

Les deux projets répondent à un double état de choses.

D'une part, parmi les familles de miliciens restées en Belgique, certaines n'avaient rien touché pendant la guerre de ce que la loi du 4 août 1914 et l'arrêté-loi du 27 septembre 1916 leur attribuaient et d'autres n'avaient bénéficié que partiellement des augmentations décrétées par l'arrêté-loi du 27 septembre 1916.

D'autre part, il fallait, par une loi, à la fois régulariser les paiements d'indemnités étendues par le Comité National aux familles de volontaires et de rengagés restées en Belgique et assurer le même avantage à toutes les autres familles de même catégorie qui n'en avaient pas encore bénéficié.

Les mesures proposées ne peuvent guère donner matière à discussion qu'en deux points : le retard du paiement de la rémunération aux familles de miliciens de la levée de 1919, comprenant les classes de 1914 à 1919 inclus, telle que la prévoit la loi du 30 août 1913 et l'indemnité spéciale ou plutôt le secours payé aux miliciens mariés.

En ce qui concerne le défaut de paiement de l'indemnité prévue par la loi de 1913, il n'y a pas eu d'illégalité comme on serait tenté de le croire à première vue. D'une part, on ne pouvait continuer à la payer à toutes les familles de miliciens, quel que fut leur état de fortune, comme le prévoit la loi du 4 août 1914 votée uniquement pour le temps de guerre. D'autre part, les juridictions de milice ont à peine suffi à leur tâche vu le nombre de miliciens à examiner et la brièveté des délais. Établir pour chacun d'eux le droit à l'indemnité d'après la législation de 1913, demanderait un temps considérable et entraînerait des charges importantes à ajouter au fardeau écrasant de la rémunération elle-même. Sans être en mesure d'établir, dès à présent, de manière absolument précise, le montant de cette dépense, l'administration compétente estime qu'il faudrait prévoir de 70 à 80 millions (13 millions par classe avant la guerre).

Il appartient évidemment à la Chambre de décider s'il doit en être ainsi et si le bouleversement opéré par la guerre dans les institutions et les finances ne comporte pas logiquement la suppression de la rémunération instituée par la loi du 30 août 1913.

La Section centrale pour sa part s'est ralliée à cette idée que l'on peut demander aux familles dont les enfants ont échappé aux dangers de la guerre, supportés par les combattants des mêmes classes, d'accorder au Pays par leur service du temps de paix, une prestation gratuite, du reste de courte durée.

Lorsque la nouvelle loi d'organisation militaire actuellement en préparation sera discutée le Parlement appréciera, s'il y a lieu, de revenir en fait de

rémunération aux conceptions de jadis. La situation actuelle ne préjuge pas du principe. La Section centrale a réservé son jugement à cet égard.

Il apparaît en tout cas que l'indemnité payée aux miliciens mariés remédie aux besoins les plus urgents et les plus certains et le Gouvernement ne peut qu'être félicité de cette initiative comme de la décision qu'il a prise de maintenir aux familles des démobilisés le paiement de l'indemnité à plein tarif pendant les trois premiers mois de la démobilisation et au taux de 30 p. c. pendant les trois mois suivants. De même en est-il pour l'indemnité payée jusqu'au 31 décembre 1919 aux familles des militaires tués, disparus, réformés ou proposés pour la réforme.

Les Chambres ont connu ces initiatives du Gouvernement par les réponses données à certaines questions posées par les membres au cours de l'année 1919.

Le Gouvernement, par suite de la perte de certaines archives, s'est vu obligé d'y remédier par l'amendement reproduit ci-contre sous l'article 5bis.

En outre, la Section centrale d'accord avec le Gouvernement, et vu le retard apporté au vote de la loi, estime nécessaire de changer la date du 31 décembre 1920 prévue à l'article 9 et d'adopter celle du 31 décembre 1921.

Il lui a paru également qu'il fallait, étant donné les circonstances, se montrer large et réduire au seul cas de fraude évidente le remboursement des sommes indûment payées à certaines familles de combattants que vise l'article 8 qui se libellerait comme suite :

« Sauf en cas de fraude évidente, le Ministre de l'Intérieur fera remise aux familles des sommes payées indûment à titre de rémunération ou de secours B. »

Certains membres opinaient pour la suppression de l'article 7, mais il a paru que la charge serait excessive pour le trésor et du reste sans justification, car elle équivaldrait à un paiement double de la rémunération, sans que la loi le permette et que la nécessité l'ait imposé.

Le Rapporteur,

V. BRIFAUT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 5^{bis} (nouveau).

La liquidation de la rémunération en matière de milice afférente à la période du 1^{er} avril au 31 juillet 1914 et qui n'aurait pas encore été payée aux miliciens de 1912 et à leurs ayants-droit reste régie par l'arrêté royal du 12 septembre 1902, n° 14,286³. Il ne sera pas tenu compte des mutations éventuellement subies par les militaires susvisés pendant la période dont il s'agit, lorsque par suite de la perte des archives, il ne sera pas possible de reconstituer les états de mutations.

ART. 8.

Sauf en cas de fraude évidente, le Ministre de l'Intérieur fera remise aux familles des sommes payées indûment à titre de rémunération ou de secours B.

ART. 9.

Les sommes non réclamées avant le 31 décembre 1921 demeurent acquises au Trésor.

AMENDEMENTEN DOOR DE
MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

ART. 5^{bis} (nieuw).

De uitbetaling van de vergelding in militiezaken voor het tijdsverloop van 1 April tot 31 Juli 1914, welke aan de militieplichtigen van 1912 en aan hunne rechthebbenden nog niet uitgekeerd mocht zijn, blijft beheerscht door het koninklijk besluit van 12 September 1902, n° 14, 286³. Worden niet in aanmerking genomen de mutatiën, welke bedoelde militairen gedurende bedoeld tijdsverloop mochten getroffen hebben; indien het, wegens het verlies van de archiefstukken, onmogelijk is de mutatiestukken te herstellen.

ART. 8.

Behalve in geval van blijkbaar bedrog, verleent de Minister van Binnenlandsche Zaken aan de familiën kwijtschelding van de als vergelding of onderstand B ten onrechte betaalde sommen.

ART. 9.

De niet vóór 31 December 1921 opgevorderde sommen blijven het eigendom van de Schatkist.

(4)

(N^o 236.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

Wetsontwerp

op de vergelding voor de familiën der militieplichtigen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp op de vergelding der beroepsvrijwilligers en der wederdienstnemenden, en het ontwerp op de vergelding voor de familiën der militieplichtigen hebben verscheidene punten van overeenkomst. Ook hebben de Middenafdeelingen, met het onderzoek daarvan belast, goed geoordeeld te zamen daarover te beraadslagen.

Bij geen van beide schijnen de afdeelingen lang te hebben stilgestaan, vermits door geene enkele ernstige bezwaren werden in 't midden gebracht. Bij de leden der Middenafdeeling hebben zij echter wel eenige wijfeling doen oprijzen, welke echter verdween toen de verklaringen der bevoegde Departementen licht in de zaak hadden gebracht.

Eenparig vraagt dus de Middenafdeeling dat de Kamer hare goedkeuring zou hechten aan de twee wetsontwerpen met de amendementen, die enkele bijzonderheden daarvan wijzigen en aanvullen.

Beide strekken tot regeling van een door den oorlog geschapen toestand, die tot nu toe niet kon opgeklaard worden ten gevolge van het al te drukke parlementair werk. Men mag er wel aan herinneren dat zij slechts eene herhaling zijn van gelijkaardige ontwerpen, ingediend op 25 Juni 1919 en waarover verslag werd uitgebracht door den heer Buyl op 10 October 1919; zij zijn echter vervallen, daar er niet kon over gestemd worden vóór de Kamerontbinding van 22 October 1919.

In werkelijkheid staat thans de Kamer, zonder dat men haar of de Regearing iets kan aanwrijven, voor het voldongen feit, in plaats van de toe-

(1) Wetsontwerp, n^o 45.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Pirmez, Brifaut, du Bus de Warnaffe, Hoen, Ernest en Carlier.

konst te moeten regelen zooals het geval was met de eerste ontwerpen van 1919.

Onregelmatigheid ligt daar overigens niet in en niemand wordt er door geschaad. De Regeering heeft door hare handelwijze geene enkele wet overtreden; zij heeft over geen enkel erdriet beschikt, dat niet tijdig door de Kamer was toegestaan. Zoo dit niet duidelijk uitkomt in de Memorie van Toelichting, is dat enkel te wijten aan het feit, dat men op 13 Januari 1920, dan wanneer het verleden moest op het oog gehouden worden, eenvoudig de toelichting overnam, welke op 23 Juni 1919 had gediend om toekomstmaatregelen te wettigen.

De twee wetsontwerpen beantwoorden aan een tweevoudigen stand van zaken.

Eenerzijds, van de familiën van militieplichtigen, die in België waren gebleven, hadden sommige tijdens den oorlog niets getrokken van wat de wet van 4 Augustus 1914 en het besluit-wet van 27 September 1916 hun toekenden; andere hadden slechts gedeeltelijk de verhoogingen ontvangen, waarop het besluit-wet van 27 September 1916 hun recht geeft.

Anderzijds moest men de uitbetaling van vergoedingen, welke het Nationaal Comité ook verleend had aan de familiën van vrijwilligers en wederdienstnemenden, die het land niet hadden verlaten, door eene wet in regel brengen en tevens hetzelfde voordeel toekennen aan al de overige familiën derzelfde reeks, die daarvan nog niet hadden genoten.

De voorgestelde maatregelen kunnen slechts op twee punten aanleiding tot betwisting geven: de vertraagde betaling der vergelding aan de familiën van militieplichtigen der lichting 1919, omvattende de klassen van 1914 tot en met 1919, zooals voorzien wordt bij de wet van 30 Augustus 1913, en de bijzondere vergoeding of liever de tegemoetkoming uitgekeerd aan de gehuwde militairen.

Wat betreft de niet-betaling der bij de wet van 1913 voorziene vergoeding, is er geene onwettelijkheid gebeurd, ofschoon men op het eerste gezicht geneigd is dit te gelooven. Eenerzijds kon men de vergoeding niet verder blijven betalen aan al de gezinnen van militieplichtigen, welk ook hun vermogen ware, zooals wordt voorzien bij de wet van 4 augustus 1914, welke enkel voor den oorlogstijd werd ingevoerd. Anderzijds volstonden de militierechtsmachten nauwelijks voor hunne taak wegens het aanzienlijk getal te onderzoeken militieplichtigen en de korte terwijnen. Moest men voor ieder van hen het recht op de vergoeding vaststellen volgens de wetgeving van 1913, dan zou dit veel tijd vragen en ten gevolge hebben dat de reeds drukkende last van de militievergelding zelve nog door aanzienlijke uitgaven werd verzwaard. Zonder in staat te zijn reeds van nu af aan, op volstrekt nauwkeurige wijze, het bedrag van deze uitgave vast te stellen, is het bevoegd bestuur van oordeel dat zij op 70 tot 80 miljoen moet worden geraamd (13 miljoen per klasse vóór den oorlog).

Het is klaar dat de Kamer beslissen moet of dit aldus wezen zal en of de ontredde, in de instellingen en de financiën door den oorlog teweeggebracht, niet logisch ten gevolge heeft dat de vergelding, door de wet van 30 Augustus 1913 ingevoerd, wordt ingetrokken.

De Middenafdeeling heeft zich, harerzijds, vereenigd met deze gedachte, dat men aan de gezinnen, wier kinderen ontsnapt zijn aan de oorlogsgevaaren welke de strijders derzelfde klassen hebben ondergaan, vragen mag dat zij in vreedstijd eene dienstverstrekking, die overigens van korten duur is, kosteloos aan het Land zouden verleen.

Wanneer men de nieuwe wet op de legerinrichting, welke thans voorbereid wordt, zal behandelen, zal het Parlement oordeelen of er reden bestaat om in zake militievergelding terug te komen tot de vroegere opvattingen. De bestaande toestand veroordeelt vooraf het beginsel niet. In deze zaak heeft de Middenafdeeling haar oordeel voorbehouden.

In elk geval schijnt het dat de vergoeding, welke aan de gehuwde militieplichtigen wordt uitgekeerd, in de meest dringende en de meest zekere behoeften voorziet en men kan de Regeering slechts gelukwensen met dit initiatief, evenals met de door haar genomen beslissing om ten gunste van de gezinnen der gedemobiliseerden de vergoeding te behouden tot het volle bedrag gedurende de drie eerste maanden der demobilisatie en tot een bedrag van 50 t. h. gedurende de drie volgende maanden. Hetzelfde geldt voor de vergoeding, welke uitbetaald wordt tot 31 December 1919 aan de gezinnen der gesneuwelde, verdwenen, gereformeerde of voor reform voorgestelde militairen.

Aan de Kamers werd van deze beslissingen der Regeering kennis gegeven door middel van de antwoorden op sommige vragen, welke de leden in den loop van het jaar 1919 hadden gesteld.

Het verlies van sommige archiefstukken had ten gevolge dat de Regeering verplicht was dit te verhelpen door het amendement overgenomen in artikel 5bis.

Daarenboven is de Middenafdeeling het eens met de Regeering om te oordeelen dat, gezien de vertraagde aanneming der wet, het noodzakelijk is den datum van 31 December 1920, voorzien bij artikel 9, te vervangen door dien van 31 December 1921.

Insgelijks scheen het haar toe dat men, gezien de omstandigheden, niet te nauwgezet moest te werk gaan, en slechts in geval van blijkbaar bedrog de terugbetaling eischen van de sommen, ten onrechte aan sommige gezinnen van strijders uitgekeerd; hieromtrent zou het gewijzigd artikel 8 luiden als volgt :

« Behalve in geval van blijkbaar bedrog, verleent de Minister van Binnenlandsche Zaken aan de familiën kwijtschelding van de sommen, als vergelding of als onderstand B ten onrechte uitgekeerd. »

Sommige leden verklaarden zich voor de intrekking van artikel 7; het scheen echter, dat de last overdreven zou zijn voor 's Lands Schatkist en overigens niet te wettigen zou zijn; het ware immers eene dubbele betaling van de vergelding, zonder dat de wet het toelaat en het door de noodzakelijkheid wordt opgelegd.

De Verslaggever,

V. BRIFAUT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 5^{bis} (nouveau).

La liquidation de la rémunération en matière de milice afférente à la période du 1^{er} avril au 31 juillet 1914 et qui n'aurait pas encore été payée aux miliciens de 1912 et à leurs ayants-droit reste régie par l'arrêté royal du 12 septembre 1902, n° 14,286³. Il ne sera pas tenu compte des mutations éventuellement subies par les militaires susvisés pendant la période dont il s'agit, lorsque par suite de la perte des archives, il ne sera pas possible de reconstituer les états de mutations.

ART. 8.

Sauf en cas de fraude évidente, le Ministre de l'Intérieur fera remise aux familles des sommes payées indûment à titre de rémunération ou de secours B.

ART. 9.

Les sommes non réclamées avant le 31 décembre 1921 demeurent acquises au Trésor.

AMENDEMENTEN DOOR DE
MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

ART. 5^{bis} (nieuw).

De uitbetaling van de vergelding in militezaken voor het tijdsverloop van 1 April tot 31 Juli 1914, welke aan de militeplichtigen van 1912 en aan hunne rechthebbenden nog niet uitgekeerd mocht zijn, blijft beheerscht door het koninklijk besluit van 12 September 1902, n° 14, 286³. Worden niet in aanmerking genomen de mutatiën, welke bedoelde militairen gedurende bedoeld tijdsverloop mochten getroffen hebben, indien het, wegens het verlies van de archiefstukken, onmogelijk is de mutatiestukken te herstellen.

ART. 8.

Behalve in geval van *blijkbaar* bedrog, verleent de Minister van Binnenlandsche Zaken aan de families *kwijschelding* van de als vergelding of onderstand B ten onrechte betaalde sommen.

ART. 9.

De niet vóór 31 December 1921 opgevorderde sommen blijven het eigendom van de Schatkist.